



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ n° 2025/416 : Portant réglementation provisoire du stationnement, avenue Jules Gévelot.

Le Maire de la Ville de Sèvres,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2024/352 du 9 octobre 2024 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Franck-Eric MOREL, Conseiller Municipal délégué, notamment en matière d'espaces publics, de circulation et stationnement et de transports en commun,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter le bon déroulement des travaux d'installation d'une palissade pour la protection d'un chantier, avenue Jules Gévelot,

ARRÊTE :

ARTICLE 1.

Du lundi 17 novembre 2025 au mercredi 19 novembre 2025 inclus :

Le stationnement des véhicules est interdit du n°1 au n°3 de l'avenue Gévelot, pour permettre l'installation de la palissade, pour la protection des riverains lors de la construction d'un immeuble au 1-3 avenue Jules Gévelot.

ARTICLE 2.

Tout véhicule contrevenant à ces dispositions sera verbalisé et emmené à la fourrière.

ARTICLE 3.

Les signalisations réglementaires sont mises en place par l'entreprise K&B 17Quai du Président Paul Doumer - 92400 COURBEVOIE. Le chantier s'effectue sous le contrôle de Monsieur BERTHELOT Julien - Tel : 06.88.27.20.71. Pendant les travaux, le responsable doit assurer la circulation sécurisée des piétons.

ARTICLE 4.

Madame la Directrice des services techniques de la Mairie,
Monsieur le Directeur des services techniques de l'établissement public territorial Grand Paris
Seine Ouest,
Madame le Commissaire de Police,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sèvres, le 14 novembre 2025.

NB : Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Pour le Maire et par délégation,



Francis Eric MOREL

Le Conseiller Municipal délégué aux espaces publics,
à la circulation, au stationnement et aux transports en
commun.